

## **COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 JUILLET 2001**

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, M. LACOSTE, Mmes HEGOBURU, VIGANO, Melle CERON, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, RIVES, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme GARCIA à M. MERCIER

Mme OULD-AMEZIANE à Mme POUGNET-FORET

M. BRU à M. MULLIEZ (à partir de la délibération N° 11)

Absents : /

Secrétaire de la séance : M. GOURGUES

### **MOTION CONTRE L'APPLICATION DE LA « DOUBLE PEINE »**

« Le Conseil Municipal de Bègles affirme son opposition au principe de la *double peine* pour Benyounes ELAGBA, ainsi que pour tous les citoyens frappés par cette même condamnation, et s'insurge contre le traitement inhumain et illégal infligé à Monsieur Benyounes ELAGBA par les autorités de l'Etat français lors de son arrestation et de son expulsion vers le Maroc.

Nous demandons le retour immédiat sur le territoire français de Benyounes ELAGBA, citoyen béglais expulsé vers le Maroc le 30 juin 2001, ainsi que la régularisation de sa situation. Aussi, nous nous adressons au Ministère des Affaires Etrangères pour l'obtention d'un visa et au Président de la République pour une mesure d'amnistie.

D'autre part, le Conseil Municipal tient à manifester son soutien à la famille de Benyounes ELAGBA durement éprouvée par l'épreuve qu'elle traverse. »

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

### **1 - DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ATELIER PUBLIC PETITE ENFANCE**

Le Conseil Municipal approuve la composition de l'Atelier Public Petite Enfance, comme suit :

#### **ELUS**

M. le MAIRE,  
M. PEREZ,  
Mme FEDOU,  
Mme VIGANO,  
Mme HEGOBURU,  
Mme ALCORTA,  
M. MULLIEZ.

#### **PARTENAIRES**

Le Conseiller Territorial C.A.F.,  
L'Inspectrice de l'Education Nationale,  
Le Médecin de la P.M.I.,  
La Responsable du C.M.S.,  
Le Médecin de Santé Scolaire,  
La Directrice de l'Association S.A.G.E.,  
La Coordinatrice Z.E.P.,

Un Représentant du R.A.S.E.D.,  
Les Directrices et les Directeurs d'écoles maternelles,  
Les Directrices et les Directeurs des écoles privées,  
Deux Experts de la Petite Enfance.

#### USAGERS

Un Représentant des Parents utilisateurs des structures Petite Enfance,  
Un Représentant des Parents d'Elèves F.C.P.E.,  
Un Représentant des Parents d'Elèves « Les Enfants d'Abord »,  
Un Représentant des Parents d'Elèves des écoles privées.

#### ADMINISTRATION

Le Responsable du Pôle Vie Locale (M. MEYER),  
La Responsable du Pôle Social (Mme LAGUEYTE),  
La Coordinatrice Petite Enfance (Mme DAMY),  
La Responsable du Secteur Maternel (Mme LE SCOUL),  
Accompagnés éventuellement de techniciens selon l'ordre du jour.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **2 - DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ATELIER PUBLIC POUR L'ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ**

Le Conseil Municipal approuve la composition de l'Atelier Public pour l'étude d'impact sur l'Environnement et la Santé :

- des antennes relais des téléphones mobiles
- de la pollution de l'air
- des nuisances sonores
- du Complexe Technique de l'Environnement

comme suit :

#### ELUS

M. le MAIRE,  
M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE,  
Mme Rosa OULD AMEZIANE,  
M. Alain PEREZ,  
M. Robert PINAUD,  
M. Cédric DUBOST,  
Mme Annette BARRIERE,  
M. François DRESS,  
Mme Sandrine RIVES,  
M. Pierre BRU.

#### USAGERS

Deux représentants du Conseil des Sages,  
Deux représentants du Conseil Municipal des Jeunes,  
Un représentant de l'Association Bègles,  
Environnement Vie et Citoyenneté,  
Mme Martine DAMBON, citoyenne.

#### PERMANENTS

Un représentant de la D.D.A.S.S. (Service Santé Publique et Environnement).

## AUTRES REPRESENTANTS PAR THEMES

- *Antennes relais des téléphones mobiles*
  - M. DUPOUY Eric, citoyen (usager),
  - Mme KHATTABI Amel, citoyenne (usager),
  - M. et Mme CAZENEUZE, citoyens (usager),
  - Un représentant de la S.A.E.M.C.I.B.,
  - Un représentant de GIRONDE HABITAT,
  - Un représentant de la MAISON GIRONDINE,
  - Un représentant de la Société DOMOFRANCE,
  - Un représentant de la Société ANGLE VERT,
  - Un représentant de la SA H.L.M. ATLANTIQUE,
  - Un représentant de l'OPAC AQUITANIS,
  - Un représentant de CLAIR LOGIS D'AQUITAINE,
  - Un représentant de l'HABITATION ECONOMIQUE,
  - Un représentant de la Société SFR,
  - Un représentant de la Société ORANGE,
  - Un représentant de la Société BOUYGUES TELECOM,
  - Un représentant de la Société ALSTAN,
  - Un représentant de la Société FIRST LINE CONSULTING,
  - Un représentant de la Société GRANION,
  - Un représentant de la Société KAPTECH,
  - Un représentant de la Société TOWER CAST.
- *Pollution de l'air :*
  - Un représentant de l'Association AIRAQ
- *Nuisances Sonores :*
  - M. BOULANGER, Expert du département D.D.A.S.S.
- *Complexe Technique de l'Environnement*
  - Le Président du quartier SEMBAT (usager)
  - Le Président du quartier MAIRIE BOURG (usager),
  - Le Président du quartier DORAT VERDUC (usager),
  - Un représentant de la Société ASTRIA.

## ADMINISTRATION

La responsable du Pôle Développement Urbain,  
Le responsable du Service Environnement et Citoyenneté,  
Le responsable du Service Voirie et Transports

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

### **3 - DÉSIGNATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL À DIVERS ORGANISMES (2ÈME LECTURE)**

Suite à la délibération prise après l'installation du Conseil Municipal, il convient de prendre en compte la dissolution du Syndicat Intercommunal de l'Agglomération Bordelaise pour la Formation des Apprentis (S.I.A.B.F.A.). Il est décidé d'annuler la désignation des deux représentants de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

### **4 - DÉLÉGATION GÉNÉRALE À MONSIEUR LE MAIRE (2ÈME LECTURE)**

Suite à la délibération prise après l'installation du Conseil Municipal, il convient de préciser les champs de compétence de délégation générale accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal, conformément aux articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, en matière de contentieux et d'assurances.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

## **5 - DESIGNATION DES COMMISSAIRES A LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

Le Conseil établit une liste de présentation des commissaires communaux, constituée de 16 titulaires et de 16 suppléants, qui seront désignés par le Directeur des Services Fiscaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **6 - DÉLIBÉRATION PORTANT OUVERTURE DES CRÉDITS AFFECTÉS À LA RÉMUNÉRATION DES COLLABORATEURS DE CABINET**

La délibération du 5 avril 2001 ne fixe pas de manière précise le montant du crédit alloué à la rémunération et aux charges sociales des emplois de Cabinet. Il est décidé de compléter cette délibération par le vote du crédit global alloué à cet effet.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

## **7 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE COORDONNATEUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Dans le cadre de la politique élaborée par la nouvelle équipe municipale, il a été jugé nécessaire de modifier l'organisation des services municipaux afin de rendre toujours plus efficace l'action administrative au service des Bèglais. Ainsi, la mission du Coordonnateur de la Politique de la Ville a pris une dimension plus importante, tant au niveau du champ de compétences que des responsabilités induites. Le Conseil décide de reconduire ce poste.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **8 - CRÉATION D'UN EMPLOI DE CATÉGORIE A DANS LE SECTEUR SPORTIF**

Dans le cadre de la réorganisation des services administratifs, le responsable du Pôle Vie Locale doit gérer un ensemble plus important de secteurs. Il est donc décidé de recruter un cadre supérieur afin de prendre en charge le secteur sportif.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

## **9 - CRÉATION D'UN EMPLOI DE CATÉGORIE A DANS LE SECTEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Compte tenu du départ du Chargé de Communication et de l'extinction de son emploi, il est décidé de procéder à une nouvelle création d'emploi. Cet emploi sera pourvu par un agent lauréat du concours d'attaché territorial ou titulaire du grade correspondant, ou à défaut par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

## **10 - FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COMMUNES**

Cette dotation sert à financer des travaux d'aménagement ou de réparation concernant des équipements communaux, lorsque aucune aide spécifique du Conseil Général ne peut être attribuée, soit en raison de leur montant, soit en raison de leur nature. Le Conseil approuve la répartition de la subvention de 626.420 Francs par opérations inscrites au Budget Primitif 2001.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **11 - PASSAGE A LA MONNAIE UNIQUE — AUTORISATION D'ENCAISSEMENT EN EUROS POUR LES REGIES DE RECETTES DE LA COMMUNE**

Le Traité de Maastricht prévoyait que l'Euro devienne la monnaie des pays retenus pour participer à l'Union Economique et Monétaire à compter du

1er janvier 1999. Pendant la période transitoire (1er janvier 1999 au 31 décembre 2001), l'Euro n'existe pas sous forme de monnaie fiduciaire (pièces et billets), mais des opérations peuvent être réglées par des chèques Euro. Aussi, le Conseil autorise les régisseurs de recettes de la Ville à encaisser des chèques en Euro.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **12 - DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DES RESERVES PARLEMENTAIRES 2001 POUR L'ACQUISITION D'UN MINIBUS**

La demande de transport émanant de divers partenaires de la politique de la Ville, dans le cadre des actions en direction de l'enfance, de la jeunesse, se fait de plus en plus pressante. Afin de satisfaire à une plus grande souplesse et autonomie de déplacements, l'acquisition par la Ville d'un minibus de 9 places est nécessaire. Le Conseil Municipal approuve les conditions de mise en œuvre de ce projet et sollicite un financement dans le cadre de la réserve parlementaire 2001.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **13 - MODIFICATION DES TARIFS DES TRANSPORTS SCOLAIRES**

Une convention de délégation de service public a été conclue entre la Ville de Bègles et la Communauté Urbaine de Bordeaux pour l'organisation des transports scolaires qui concernent des élèves béglais. La fixation des tarifs étant faite par la Ville, il est décidé une augmentation d'environ 2 % et l'application d'une pondération pour les titulaires de la carte « PASS » qui empruntent le bus pour Blanquefort.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **14 - MODIFICATION DES TARIFS DE LA MAISON MUNICIPALE DE LA MUSIQUE**

Les nouveaux tarifs des inscriptions et des cotisations de la Maison Municipale de la Musique pour l'année scolaire 2001/2002 sont approuvés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **15 - AVENANT N°1 — PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE ET D'UNE CRECHE**

Il est décidé de passer un avenant à ce marché, suite à des modifications mineures apportées pour améliorer le confort des utilisateurs. Le montant de ces travaux supplémentaires s'élèvera à 286.872,56 F T.T.C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **16 - APPEL D'OFFRES POUR L'ENTRETIEN DE L'ECLAIRAGE PUBLIC**

Afin de mettre en concurrence de nouveaux prestataires permettant de bénéficier de prix préférentiels sur l'ensemble du marché, il est décidé de lancer un appel d'offres ouvert. L'évaluation de la prestation est estimée à 850.000 Francs annuel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **17 - APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DANS DIVERSES RUES DE LA COMMUNE**

Pour des problèmes d'insécurité, d'enfouissement du réseau BT et de programmation voirie, le Conseil décide de lancer un appel d'offres pour rénover l'éclairage public de la commune. Cette opération est estimée à 800.000 Francs T.T.C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **18 - TARIFICATION DES VENTES DE CARBURANTS — ZONE D'AVITAILLEMENT DU PORT DE PLAISANCE DE BEGLES**

Pour être plus compétitif avec les autres ports, il est décidé de fixer le prix de vente à 0,50 Francs T.T.C. le litre de plus que le prix d'achat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **19 - VENTE D'UN TERRAIN A LA SOCIETE IGOL SUD-OUEST**

Le Conseil approuve la vente d'une partie de la parcelle AI 56 et de la parcelle AI 54 situées allée Boyer à la Société IGOL SUD-OUEST pour une surface totale de 1.263 m<sup>2</sup>. Le montant de cette vente est fixé à 170 Francs H.T. le m<sup>2</sup>, soit 214.710 Francs H.T.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **20 - VENTE D'UN TERRAIN A LA CARROSSERIE BEGLAISE**

## **21 - VENTE D'UN TERRAIN A LA S.C.I. BRUNAUD (PRINT SYSTEME)**

## **22 - VENTE D'UN TERRAIN A LA SOREDIPE**

## **23 - VENTE D'UN TERRAIN A LA SOCIETE ARTAL S.A.**

La Ville de Bègles possède un terrain en voie de commercialisation sur lequel se trouvaient les Etablissements SOULIER. Ce terrain a été proposé aux entreprises riveraines afin qu'elles puissent se développer et en raison de l'intérêt qu'elles portent à cette acquisition, il est décidé de vendre à ces entreprises des parcelles de terrain au prix de 170 Francs H.T. le m<sup>2</sup> conformément à l'avis du Service des Domaines.

ADOPTÉES À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR